

## Récit de la traque de militant·es antibassines par l'appareil d'État Convoi vélo - 11 au 16 juillet 2024

Contact : [voyage\\_a\\_velo\\_officiel@proton.me](mailto:voyage_a_velo_officiel@proton.me)

La version raccourcie publiée sur le Club de Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/convoi-veleau-toulouse-melle/blog/010824/mega-bassines-recit-dune-filature-policiere-convoi-velo-toulouse-melle>

La version complète est le texte ci-dessous. Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Dans le cadre de la mobilisation de juillet 2024 contre les mégabassines et pour le partage de l'eau dans le Poitou, un appel à converger sous forme de convois vélos vers le Village de l'eau a été exprimé nationalement et publiquement. Ceci est le retour de la filature et de l'oppression très certainement commandée par le ministère de l'intérieur et dont a été victime notre convoi parti du sud.

Tout commença lorsqu'une bande de militant·es et d'ami·es se sont mis en tête de se saisir de l'aventure "convoi vélo" comme un moment sympathique pour faire une pause, se retrouver, se rencontrer et s'amuser après une année militante aussi riche que frustrante et inquiétante. Tant par l'accroissement continu de la répression des mouvements "écologiques" que par le passage au second plan de l'urgence climatique et enfin par le péril que représente l'installation croissante de l'extrême-droite dans le paysage quotidien.

Nous nous étions imaginé·es de nombreux scénarios sur le déroulé de ce voyage à vélo qui devait nous faire traverser la moitié de la France en sept jours : fatigue, canicule, amplification des agressions xénophobe (surfant sur le succès électoral du RN). Nous avons finalement été surpris·es, frustrés·es, puis usés·es par le très grand dispositif policier mis en place pour nous traquer, nous harceler, sûrement nous ficher. Notre filature continue, pendant près d'une semaine, représente une atteinte grave et injustifiée à nos libertés fondamentales, dont le droit à une vie privée. Tout cela pour la dizaine de personnes seulement qui représentait notre convoi. Au fur et à mesure, nous apprenions que le dispositif était déployé nationalement à l'encontre de l'ensemble des "convois vélos".

Ceci est donc le récit détaillé, jour après jour, de cette répression hors-normes dont a été victime notre convoi. Nous tenons d'ores et déjà à souligner que nous avons tenu bon et même réussi à déjouer en partie leur dispositif pour finir par arriver à destination : l'éphémère Village de l'eau, sur la commune de Saint-Martin-lès-Melle, dans les Deux-Sèvres.

### **Jeudi 11 juillet 2024 :**

Le rendez-vous de ce voyage est donné pour un départ à 7h. Près de 80 km nous attendent ce jour. Nous remontons une voie verte, accessible seulement aux vélos et piéton·nes. Aux alentours de 11h nous décidons de nous arrêter sur le côté pour manger. C'est alors que nous apercevons un véhicule de gendarmerie, un SUV, remonter la voie verte à très faible allure dans notre direction. Il s'arrête, deux gendarmes en sortent. **Contrôle d'identité pour tout le monde et vérification de l'adresse du domicile.** Il faut dire que cela nous paraît lunaire, nous sommes à plusieurs départements et plusieurs jours de distance des lieux de mobilisations. Premier contrôle dès 40 km environ sur 430 km donc. Là où nous nous trouvons, aucune sorte de réquisition n'est active pour exercer un tel contrôle. Ce qui d'ailleurs serait totalement disproportionné pour un groupe de cyclistes qui a annoncé publiquement sur les réseaux sociaux son périple. Un groupe donc qui n'a rien à cacher et ne cache rien. On se demande si le Ministère de l'Intérieur n'a que ça à faire faire à ses agent·es ... Nous demandons tout de même aux gendarmes la raison motivant un tel contrôle, tout en leur disant ne pas comprendre et être assez surpris·es d'une telle situation (nous ne dirons à aucun moment de

notre filature où nous nous rendons même si personne n'était dupe). Leur réponse est tout aussi déstabilisante : "nous sommes à la recherche de cambrioleurs, qui utilisent les voies vertes dans le coin pour opérer et repartir rapidement en période estivale".

Une fois reparti.es, nous nous interrogeons, étaient-ils vraiment là pour une veille anti-cambriolage ? En soit, ce n'est pas impossible, d'autant que des groupes de cyclistes le long de voie verte, il y en a des centaines, alors comment nous auraient-ils ciblé spécifiquement ? Cela serait bien trop long de tous les suivre. Surtout, c'est inutile : ils sont censés mettre leurs moyens sur des choses "importantes". Puis on se remémore la situation et nos doutes se réduisent : ils étaient très certainement là pour nous. Pourquoi sinon avoir été insistants sur notre destination, nos étapes, si le résultat du contrôle ne les a pas inquiété ? Surtout si on soupçonne des cambrioleurs d'être dans le coin, potentiellement nous, pourquoi nous le dire ? Puis on se sait, en tant que militant·es, être extrêmement surveillé·es, bien qu'on ne représente aucun danger. Ainsi est la réalité des mouvements sociaux en 2024 en France. Mais à ce moment là, nous nous demandions encore si nous n'étions pas trop méfiants. Tout ça nous paraissait assez irréel et un malheureux hasard était encore possible. Mais les jours suivant nous donneront raison.

Cependant, demeure aujourd'hui une question importante : quel régime administratif a permis un tel contrôle sur un territoire qui ne concernait aucunement la mobilisation et son périmètre officiel de contrôle ? La "lutte" contre les cambriolages et la surveillance policière associée, ont-ils été détournés pour permettre un tel contrôle en dehors de tout encadrement administratif ? Si oui, par qui, à quelle échelle des autorités ?

### **Vendredi 12 juillet 2024 :**

Nous avons poursuivi notre route sans croiser de gendarmerie et de police. Le contrôle de la veille s'estompe peu à peu dans nos esprits.

### **Samedi 13 juillet 2024 :**

Nous passons une bonne partie de la journée tranquillement mais en cours d'après-midi, nous apercevons une situation totalement inattendue et lunaire à nouveau. Alors que nous continuions à rouler sur la voie verte, nous croisons sur un pont une voiture de gendarmerie qui fait demi-tour dans notre direction. Puisque nous continuons sur la voie qui leur est inaccessible, iels ne nous contrôlent pas. Peu après, nous apercevons une voiture arrêtée sur un pont, qui surplombe la voie et des hommes qui nous prennent en photo. Pas de doute, c'était une banalisée et des gendarmes en civils. Nous nous arrêtons un moment loin de leur objectif pour décider que faire mais, n'ayant rien à nous reprocher, continuons notre route, persuadé.es que nous allons être contrôlé.es quelques centaines de mètres plus loin.

En parallèle de la voie verte, une allée de platanes, puis une route départementale. Et là, une voiture de gendarmerie, gyrophares allumés, fonce à toute allure au croisement suivant.

Finalement, nous ne les croisons pas jusqu'à notre arrivée au village où nous devons camper. Une voiture commence alors à nous prendre en filature. Elle est noire, avec deux gendarmes en uniforme, qui, lorsque nous passons à leur niveau, redémarrent la voiture afin de nous suivre.

Arrivé.es au village, nous sommes finalement arrêté.es par deux voitures de gendarmes et 6 fonctionnaires en uniforme. La voiture noire qui nous avait filé nous rejoint. **Contrôle d'identité et fouille des sacoches. Persuadé.es qu'il n'y a toujours pas de réquisition de fouille dans les départements où nous nous trouvons (merci la Légal team), nous demandons à voir la réquisition. Quelle surprise quand iels sortent une réquisition concernant LE village dans lequel nous sommes et les 3 alentours, éditée spécifiquement pour l'après-midi ... si ça ce n'est pas visé pour nous ...** Nous obtempérons, la fouille est superficielle et iels n'ont pas de réquisition de saisie de toute façon. Nous continuons notre route dans le village pour trouver le camping mais réalisons que l'entrée était au niveau du contrôle. Lors de notre demi-tour, nous recroisons donc les gendarmes ...

A l'entrée du camping, lorsque l'un de nous va régler les frais, la gestionnaire lui dit "bah alors, vous faites des bêtises pour être contrôlé.es par les FDO ?" - sous-entendu : les gendarmes l'avaient prévenu.es de leur présence et probablement de la recherche d'un groupe de jeunes à vélo... Là on commence un peu à flipper et ça nous fait un peu suer mais on se dit qu'iels seront parti.es le lendemain. Sans compter le sentiment désagréable pour certain.es d'entre nous que peut induire le regard de quelqu'un qui vous suit par les forces de l'ordre.

L'un d'entre nous qui avait pris un peu de retard en faisant un détour pour se réapprovisionner, finit par arriver. Il se fera interpeller oralement par 4 gendarmes postés un peu plus loin de l'entrée du camping municipal, qui lui demandent d'attendre. **Contrôle d'identité et fouille des sacs.** **Insistance sur notre destination et nos prochaines étapes.** Nous sommes encore à plus de 230 km du Village de l'eau.

On installe les tentes et on débrieife rapidement. Cette fois c'est clair, il y a un dispositif national coordonné entre gendarmeries départementales pour nous suivre. La pression que ça nous met est assez déstabilisante. Notre voyage, censé être cool et fun pour prendre un peu de repos dans le militantisme, se transforme en oppression. Tous nos mouvements semblent littéralement surveillés. Nos téléphones sont ils espionnés ? Nous suivent-ils grâce à l'annonce publique de nos étapes sur les réseaux sociaux ? On décide qu'à chaud et fatigué.es, la discussion n'est pas idéale. De toute manière ils sont là, quoi qu'on fasse ça ne changera rien, nous déciderons de poursuivre notre périple comme prévu.

Dernier "détail" de la journée. en se rendant aux douches du camping, qui ne sont pas insonorisées, nous entendons **les autres campeur·euses dire qu'elles et ils ont également été contrôlé·es à leur entrée au camping.** Ceci nous paraît déjà assez grave de voir nos droits et libertés pressurisées et contrôlées, mais nous trouble d'autant plus que le dispositif soit étendu en "aveugle" à toutes les personnes occupant cette aire municipale. La municipalité est-elle au courant ? Bref pour se détendre un peu, on caresse le chat des lieux et on tente de calculer à la louche combien d'argent public est en train d'être dépensé pour notre petit groupe. On se dit, sourire en coin, que nous sommes très fièr·es de recevoir une telle attention.

### Dimanche 14 juillet 2024 :

Nous démarrons relativement tôt malgré la fatigue qui commence à s'installer. Les étapes à partir de maintenant deviennent assez dénivelées, contrairement au plat des jours précédents. Il doit être autour de 8h45. **On sort du camping, un véhicule de gendarmerie est positionné à une trentaine de mètres.** Nous leur faisons coucou (faut bien en rire un peu), nous recevons notre coucou en retour !

On se perd un peu, on cherche notre route et on fini par retrouver notre chemin. En avant pour une nouvelle journée. Nous sommes seul·es, enfin. Au bout de 30 ou 60 minutes, on voit un véhicule de type 4x4 passer assez bizarrement puis s'arrêter. On s'interroge mais on poursuit. Environ 15 minutes après, nous sommes sur une longue ligne droite assez peu fréquentée et bien dégagée visuellement. Celles et ceux à l'arrière se retournent régulièrement afin d'informer les autres à l'avant de quand des véhicules vont nous dépasser. Seulement **nous constatons qu'une berline couleur noire métallique et avec deux phares blancs, nous suit de loin,** en maintenant sa distance. Une voiture banalisée donc. Comme dans un film d'espionnage. Nous retournerons rapidement pour le reste de la journée sur des voies vertes, inaccessibles en voiture. Les forces de l'ordre seront là à chaque croisement, derrière chaque début de haie. Ils demanderont aux autres cyclistes croisé·es, quand nous ferons des pauses pour boire ou manger, si nous sommes toujours sur la voie. Ce qui aura pour conséquence pour ces personnes de nous aborder avec un certain sentiment de soupçon ou d'incompréhension. Cette impression, dûe à la présence des FDO, d'être étiquetté.es par les voyageurs que nous rencontrons avant même d'avoir échangé avec eux, nous laisse un gout amer.

Arrivé à un moment de l'après-midi, nous décidons que deux d'entre nous irons leur parler. Nous voulons connaître le motif d'une telle filature. Deux gendarmes en uniforme se trouvent dans le véhicule. On nous répond calmement : "On ne vous cherche pas, on vous suit.", mais, quand même : "Ne vous inquiétez pas". Au moins ça a le mérite d'être clair... On leur demande de qui ils reçoivent les ordres : "de très très haut". Ils nous glissent qu'ils aimeraient bien faire quelque chose de plus intéressant de leur dimanche, 14 juillet, du vélo par exemple.

Notre petite, disons très grande, fierté est lorsque nous les avons perdus en planifiant une stratégie. Sachant que nous arrivions dans une ville d'importance en taille, nous avons filé à vélo à travers un parc municipal de grande taille avant de rebrousser chemin lorsqu'ils nous ont perdu de vue. Nous avons ensuite poursuivi jusqu'à notre lieu de dodo du jour. Au-delà de cette fierté, nous étions surtout soulagé·es de nous extirper de cette pression psychologique permanente, on pouvait enfin respirer. Nous apprenions aussi peu à peu depuis la veille, que les autres convois vélos ici et là en France, subissaient un sort similaire. Certains avec, patrouille de motards, survol d'hélicoptère, d'autres où des gendarmes portaient des fusils d'assauts lors des contrôles d'identités et fouilles. On se demande alors si nous sommes suivi·es par signal GPS, et ce qui nous attend "au bout du voyage"... On commence à être bien usé·es. La présence policière assombrit nos humeurs même si elle reste toujours un vivier inépuisable de drôlerie, nous le verrons.

### **Lundi 15 juillet 2024**

Le lendemain, nous partons du lieu où nous nous trouvions. Nous sommes assez satisfait·es de notre stratégie de la veille, il semble qu'il n'y a plus de gendarmes qui nous attendent au départ de notre étape. Ni en véhicule officiel, ni en banalisée. Nous roulons pratiquement une heure avant de s'arrêter faire quelques courses. On se dit alors que nous ne sommes pas suivi·es par GPS et que notre filature précédente se faisait sur la base de l'annonce publique de nos étapes, qui avait été réalisée en amont du voyage. En reprenant la route, nous croisons sur une route assez empruntée, un véhicule de gendarmerie, un SUV. Trois minutes plus tard, il aura fait demi-tour et nous suivra peut-être 30 à 40 minutes. C'est reparti ... Une camionnette officielle de gendarmerie prendra ensuite son relai. Le SUV poursuivra sa journée. **On en déduit que l'ensemble des patrouilles du département étaient en alerte pour abandonner leur tâche en cours et nous (pour)suivre si elles nous croisaient, afin de nous "transmettre" à l'équipe de filature dédiée.** De l'usure on commence à être frustré·es de cette farce qui dure depuis trop longtemps à présent. À la pause repas que nous ferons à vingt mètres de notre escorte, nous sommes à nouveau surpris·es : c'est **trois véhicules à présent qui stationnent à nos côtés, totalisant 6 fonctionnaires.** Quatre finissent par partir et deux viennent à notre rencontre. Il et elle nous indiquent que l'on a changé de département et qu'un **nouveau contrôle d'identité va devoir être réalisé avec vérification d'adresse du domicile et insistance sur notre destination.** On est peut-être devenu·es de dangereuses personnes depuis notre dernier contrôle. Des écoterroristes sûrement.

La suite est un peu loufoque. Il nous est proposé de nous ravitailler en eau, au besoin. On nous précise qu'on a l'air bien sympathique, que c'est bien la première fois qu'on leur demande une telle tâche. Nous reprenons la route, notre application cartographique nous conduit au milieu d'un champ, les gendarmes nous regardent avec des yeux ronds, interloqués du fait qu'on soit en train d'entrer sur une propriété privé. Nous leur indiquons que nous n'y sommes pour rien, que c'est une erreur, on fait demi-tour et on retrouve notre chemin. Nous arrivons alors sur une longue voie verte. À nouveau, il et elle seront là à chaque intersection, plusieurs fois on aura même droit à ce que la circulation soit accompagnée par le gendarme afin que nous passions "en toute sécurité". [Ce dernier n'aime pas le silence: "ça va c'est pas trop dur?", "Buvez hein il fait chaud!", "Ha la voie verte à vélo... c'est que du bonheur !". La volonté insistante de notre nouvelle "escorte" de nous être sympathique nous fera un peu rire même si nous nous en tiendrons au "Je n'ai rien à déclarer"]

traditionnel]. De l'eau nous est à nouveau proposée, ce que nous déclinons. Il nous est dit que bientôt nous arriverons à la dernière commune de leur secteur et qu'ensuite nous basculerons sur un autre département, une autre équipe de gendarmerie prendra alors le relai "mais la voie verte continue, et elle est sécurisée, il n'y a pas mieux, puis c'est tranquille, sécurisé, impeccable, sécurisé". **Arrivé à la fameuse dernière commune, deux SUV et 2 motos nous attendent totalisant 8 fonctionnaires.** L'échange illustre que les motards n'ont pas du tout l'air aussi "souples". D'ailleurs ils nous suivent à présent sur la voie verte à moins de 5 mètres. **Les nouveaux gendarmes ne sont pas encore sur leur périmètre dédié, ils nous disent qu'ils procéderont aux contrôles quand nous serons sur le département suivant.** Cela nous paraît incroyable cette dichotomie entre d'un côté la privation de notre intimité en s'asseyant complètement dessus au travers d'un grand flou administratif, voire juridique, et de l'autre côté, une approche ultra-procédurière.

Juste avant de basculer sur l'autre commune, nous sortons de la voie verte pour nous rendre au camping municipal de la commune. C'est en effet là-bas que nous avons prévu de dormir ce soir-là mais cette étape et la suivante avaient été décidées à la hâte en dernière minute et les villes indiquées sur la com' ne correspondaient donc plus à la réalité. Les gendarmes nous indiquent que nous nous trompons à nouveau de route, nous leur répondons que nous savons où nous allons. Arrivés.es sur les lieux, nous leur disons que nous faisons une pause pour aller aux wc et recharger de l'eau, que nous souhaiterions un peu d'intimité et nous leur demandons de rester en dehors du camping. Ils et elle refuseront et viendront à l'intérieur, sous le regard inquiet des campeur·euses. 4 nous observent posté·es à trente mètres et 4 sont positionnés à l'entrée du camping. On fait une assemblée générale entre nous, membres du convoi. **On en arrive au bilan que nous sommes proches de l'épuisement, physique mais surtout nerveux. On décide de planter les tentes et de s'installer. Arrivent alors au pied de nos tentes, les gendarmes, le premier adjoint de la commune et le gardien du camping. Il nous est dit que les autres personnes du camping sont un peu inquiètes de cette présence, on leur dit que nous aussi. Qu'on ne comprend pas ce qui ce passe, notamment car on ne nous dit pas ce qu'il se passe. Tandis que l'on nous précise qu'il n'y a aucun problème avec nous.** Il nous est dit qu'ils sortent du camping mais restent posté·es à l'entrée. On leur conseille de prendre du repos et de rentrer chez elleux, puisque de toute manière on est là. Ils nous disent qu'il et elle seront posté·es. On aura tenté !

En réalité, nous étions déjà en train de chercher à leur échapper. Non que l'enjeu soit très important sur la dimension filature : nos étapes étaient connues publiquement, nos identités vérifiées et revérifiées, nos affaires fouillées. **Seulement, ne pas leur laisser le dernier mot et être plus serein·es en n'étant plus suivi·es, comptait beaucoup à nos yeux.** Deux personnes partent en repérages et remarquent que les forces de l'ordre sont parties, qu'il n'y a plus personne dans le village. Entre deux sauts dans la piscine, nous discutons de tout plier après avoir mangé et de partir discrètement en trouvant un coin pour dormir, même si c'était au milieu de rien. La discrétion aurait alors été toutefois limitée. Ou alors, d'attendre le milieu de la nuit pour démarrer plus tôt la parcours et rejoindre une gare afin d'aller directement au plus près de Melle, où venait d'ouvrir le Village de l'eau. Cela leur ferait sûrement perdre notre trace. Nous votons pour cette seconde option, plus discrète et nous permettant de prendre un minimum de repos.

## **Mardi 16 juillet 2024**

À 4h du matin, nuit noire, nous étions déjà debout. Dans le silence le plus complet, nous avons tout plié, laissées éteintes nos lumières et sans déjeuner, vers 4h40, nous nous sommes mis·es en route. C'est ainsi que sous une empreinte lumineuse très réduite, nous avons rejoins une gare qui n'était pas sur notre route initiale, pour perdre d'autant plus notre trace. Arrivé·es un peu trop en avance par rapport au départ du train, nous nous sommes caché·es dans une forêt non loin de là et avons enfin mangé un bout. Peu avant 8h, nous voilà sorti·e des ronces et (d'affaire), en route pour La Rochelle.

C'est ainsi que pour la deuxième fois en trois jours, déterminé·es bien qu'usé·es jusqu'à la corde, nous avons déjoué les pièges de la répression.

Enfin, nos aventures n'étaient pas encore tout à fait terminées. Il se trouve qu'à La Rochelle, il nous a été refusé de prendre le train pour quantité de vélo et de gabarits inadéquats. C'est bien la première fois que cela nous arrivait. Des trains bien plus chargés et avec ces mêmes vélos avaient déjà voyagé et sans restrictions. C'est ainsi que nous revoici à pédaler et à tenter de prendre des trains plus en aval sur notre route. Chose que nous parvenons à faire longtemps après.

À 200 mètres du Village de l'eau, malgré diverses tentatives d'éviter les innombrables barrages de contrôles, abandonné·es par nos force, nous nous rendons au dernier barrage, le seul que nous n'avons pas réussi à éviter. **À nouveau, contrôle d'identité et fouille approfondie des affaires.** Notre dernière fierté du voyage aller aura été de réussir à ne pas se faire fouiller le vélo où se trouvait notre matériel alimentaire de bivouac (opinel, bonbonnes de gaz, réchauds) et une banale paire de lunettes de piscines. Ceci grâce à une habille stratégie collective non préméditée d'occupation de l'ensemble des fonctionnaires, laissant la voie libre pour faire passer discrètement quelques personnes. La force du collectif.

C'est ainsi qu'en tant que danger·euses écotérorristes, nous avons fait cuire et mangé 1kg de pâtes 3 minutes au pesto (rouge!). Après environ vingt heures éveillé·es, nous nous sommes écroulé·es dans le sommeil. Soulagé·es d'en avoir terminé avec la traque dont nous avons été victimes durant près d'une semaine.

### **Peut-on conclure ?**

Si notre aventure s'est close, de nombreuses questions demeurent :

La première évidemment est : comment est-ce possible qu'une telle traque politique puisse avoir lieu avec un détournement à grande échelle des services publics ? ... pour finalement ne rien nous reprocher.

Puisqu'il s'agit d'un dispositif national, qui en a donné l'ordre : le président, le premier ministre, le ministre de l'intérieur ?

Quel est le but réel d'un tel dispositif ? Les informations récoltées le sont-elles à des fins de fichage ? L'objectif est-il seulement de décourager des militant·es de se rendre à ce type d'évènements ?

Cela nous inquiète toujours plus quand à l'état démocratique très dégradé du pays dans lequel on vit et qui continue à basculer vers un autoritarisme forcené.

**Par ce courrier, nous souhaitons interpeller l'ensemble des destinataires : journalistes, élu·es, défenseur·euses des droits humain·es, camarades de luttes. Afin qu'ils et elles puissent se saisir de cette grave situation. Mais surtout témoigner pour que de telles traques soient connues, n'aient plus lieu et que leurs commanditaires soient discrédités.**

**Cependant, fort·es de notre détermination avec nos camarades de luttes de divers horizons, nous avons tenu bon et demeurons déterminé·es à poursuivre les mobilisations écologiques et sociales pour vivre dans une société viable. Pour le partage et à commencer par celui de l'eau.**

**No bassaran !**